

**Appel à concurrence dans le cadre
d'une procédure adaptée
(art. L.2123-1, R.2123-1 à R.2123-7 et L2113-12 du Code
de la commande publique)**

N°2025-40

**Installation et motorisation du décor du nouveau
Gala du Cadre Noir sur le site de Saumur (49)**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte	4
2. Objet	4
3. Non allotissement	4
4. Montant maximum	4
5. Durée	4
6. Pièces contractuelles	5
7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents	5
8. Modifications	5
9. Unité monétaire	6
10. Pénalités	6
11. Conditions financières	6
11.1 Prix	6
11.2 Délai global de paiement	7
11.3 Modalités de paiement	7
11.4 - Avance	7
11.5 Facturation	7
11.6 Réfaction	8
12. Cession ou nantissement de créance	8
13. Assurances	8
14. Opérations de vérification, admission et garantie des prestations	9
14.1 Vérification	9
14.2 Admission	9
14.3 Garantie des prestations	9
15. Litiges	9
16. Résiliation	9
17. Exécution aux frais et risques du titulaire	9
18. Décompte de résiliation	10
19. Attribution de juridiction	10
20. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat	10
20.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité	10
20.2 Conformité RGAA	11
20.3 Conformité RGI	11
21. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale	11
22. Dérogations aux CCAG-FCS	13

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

1.	Descriptif détaillé	14
2.	Pilotage des prestations	15
1.1	Réunion de lancement	15
1.2	Suivi contractuel	15
3.	Responsabilités du titulaire	16
3.1	Connaissance des lieux	16
3.2	Responsabilités générales de l'entreprise	16
3.3	Mise en sécurité des zones	16
3.4	– Au titre de la mise en œuvre	16
3.4.1	Ouvrages existants	16
3.4.2	Travaux.....	17
3.4.3	Nettoyage et remise en état.....	17
3.4.4	Garanties.....	17
3.4.5	Pièces de rechange.....	17
3.5	Au titre de la documentation	17
3.6	Formation des utilisateurs	17

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

1. Le contexte

L'établissement public national à caractère administratif Institut français du cheval et de l'équitation (IFCE), placé sous la tutelle des Ministères chargés de l'Agriculture et des Sports, est un opérateur public, prestataire de services destinés à l'ensemble des acteurs de la filière cheval, à la demande de l'Etat, des organisations socioprofessionnelles et des collectivités locales.

L'établissement est implanté sur l'ensemble du territoire national avec un siège social à Saumur (49), de bureaux administratifs à Pompadour (19) et une vingtaine de sites répartis dans chacune des régions en France métropolitaine.

Les équipes de l'IFCE mettent à disposition leurs expertises, leurs compétences et leurs outils, pour le développement des activités liées au cheval dans les territoires au cœur d'un environnement en pleine mutation.

2. Objet

Le présent appel d'offres a pour objet la prestation pour l'installation et la motorisation du décor pour le nouveau gala du Cadre noir, sur le site de Saumur. Bien que le Cadre Noir se produise également en extérieur dans des salles diverses (Zénith, Aréna, Palais des expositions...), le présent marché est conclu spécifiquement pour le Grand Manège de Saumur, qui nécessite la mise en place de moyens adaptés et pérennes dans le temps.

Le manège des écuyers n'étant pas une véritable salle de spectacle, une étude technique du site sera nécessaire afin de préciser les différents dispositifs proposés.

Le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert selon les dispositions des articles R2124-1, R2124-2, R2162-1 à R2162-14 du Code de la commande publique, sous la forme d'un marché à prix forfaitaire.

3. Non allotissement

Dans le respect des dispositions des articles L2113-10 et L2113-11, R2113-2 et R2113-3 du CCP, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement pour les motifs suivants.

Au regard des caractéristiques des prestations attendues, et eu égard notamment à l'indissociabilité de ces dernières qui concourent à la réalisation d'un même objet, l'IFCE doit avoir un seul et unique interlocuteur, la dévolution en lots rendrait difficile le pilotage et l'exécution des prestations.

4. Montant maximum

Le marché ne comporte pas de montant minimum, mais le montant maximum est fixé à 45.000 € HT sur la durée du marché.

5. Durée

Le marché prend effet au jour de sa notification pour une durée de 1 an à compter de sa

notification.

La cessation des relations contractuelles, quelle qu'en soit la cause, ne met pas fin aux obligations relatives à la propriété intellectuelle et à la confidentialité.

6. Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes ;
2. Le présent cahier des clauses particulières, regroupant le cahier des clauses administratives particulières et le cahier des clauses techniques particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait seul foi ;
3. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics applicables aux Fournitures Courantes et de Services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
4. Les précisions ou réserves formulées par la personne publique lors de la notification ou l'acceptation de l'offre, acceptées ou levées par le titulaire ;

En cas de contradictions entre une et/ou plusieurs stipulations figurant dans les documents contractuels, ces documents prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés.

Les documents contractuels du marché prévalent en cas de contradiction avec les documents des bons de commande.

7. Langue à utiliser pour l'établissement des documents

La correspondance contractuelle et juridique, les modes d'emploi ainsi que les factures doivent être rédigés en langue française.

8. Modifications

Outre les cas prévus aux articles R2194-6 et R2194-7, l'IFCE se réserve la possibilité, conformément aux articles R2194-2 et R2194-5 du Code de la Commande publique, de modifier le marché initialement conclu en intégrant des prestations non prévues initialement mais qui sont devenues nécessaires :

- à la double condition qu'un changement de titulaire soit :

a) impossible pour des raisons économiques ou techniques tenant notamment à des exigences d'interchangeabilité ou d'interopérabilité avec les équipements, services ou installations existants achetés dans le cadre du marché public initial ;

b) présenterait un inconvénient majeur ou entraînerait une augmentation substantielle des coûts pour l'acheteur ;

- par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Le montant des modifications prévues ne doit pas dépasser 50 % du montant du marché initial (art. R2194-3), tenant compte de la mise en œuvre de la clause de variation des prix.

9. Unité monétaire

L'unité monétaire du marché est celle figurant sur l'acte d'engagement (euro).

10. Pénalités

Les pénalités n'ont pas de caractère libératoire. Le titulaire reste intégralement redevable de la prestation dont la non-réalisation dans les délais, a donné lieu à l'application d'une pénalité. Le titulaire ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de la pénalité. Il sera tenu compte des prolongations éventuellement accordées par écrit par l'IFCE. Elles sont le cas échéant, appliquées jusqu'à la veille de la date d'effet de la résiliation du marché.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'IFCE de notifier la résiliation du bon de commande ou du contrat dans les conditions prévues à l'article « résiliation ». Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le titulaire reste définitivement acquise à l'IFCE.

Dès le début du marché, le prestataire s'engagera sur le délai de livraison indiqué dans les attentes de l'appel d'offres. Dans le cas où le titulaire du marché ne respecterait pas les délais contractuels, le pouvoir adjudicateur est en droit de réclamer des pénalités de retard, après mise en demeure restée sans effet pendant un délai de huit jours calendaires.

Le montant des pénalités est fixé à : 50 € hors taxes par jour ouvré de retard.

Ces pénalités sont déduites du montant restant à régler ou font l'objet d'un titre de reversement.

En cas de résiliation du marché, ces pénalités restent dues au pouvoir adjudicateur. Toutefois, le titulaire est exonéré de ces pénalités s'il ne peut assurer ces prestations du fait du pouvoir adjudicateur ou d'un événement extérieur et imprévisible. Le titulaire du marché en informe le pouvoir adjudicateur dès que possible et propose une nouvelle date de livraison. Cette demande doit être notifiée par le titulaire au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception. Le silence du pouvoir adjudicateur à l'issue du délai de huit jours ouvrés à compter de la notification de demande du titulaire vaut acceptation du changement de date.

11. Conditions financières

L'unité monétaire applicable est l'Euro. Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

11.1 Prix

Les prix doivent être présentés sous la forme d'un prix forfaitaire, avec une décomposition détaillée, sous une forme libre (devis ou proposition commerciale).

Tous les frais connexes (livraison, emballages, matériel d'entretien, douane, équipement des intervenants, etc...) doivent être inclus.

Les frais administratifs de gestion du marché (réunions, suivi...) doivent être compris.

Les prix sont fermes pendant toute la durée du marché.

11.2 Délai global de paiement

Chaque facture est payable à trente (30) jours date de réception de facture.

En cas de dépassement de ce délai, la personne publique versera au cocontractant des intérêts moratoires, dans les conditions fixées par les articles L2192-12 à 14 et R3133-25 du Code de la Commande publique. Le taux des intérêts moratoires est stipulé à l'article R2192-31 et suivants du Code de la Commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement.

11.3 Modalités de paiement

La personne publique se libérera des sommes dues par virement au crédit du compte ouvert au nom du titulaire par le biais d'un mandat administratif (virement).

11.4 - Avance

Conformément à l'article R.2191-3 et suivants du CPP, une avance sera accordée, même lorsque le montant initial du marché est inférieur à 50.000 € HT, égale à 30 % du montant TTC du marché.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule sa renonciation sur l'acte d'engagement.

Le versement de cette avance peut être subordonné à la constitution d'une garantie à première demande garantissant le remboursement de la totalité de l'avance. Le délai de paiement défini ci avant ne peut courir avant la constitution de cette sureté. L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le comité visé à l'article L.612.1 du code monétaire et financier ou par le comité des entreprises d'assurance mentionné à l'article L.413-4 du code des assurances et agréé par le maître d'ouvrage.

Les demandes de versement d'avances sont adressées par voie dématérialisée dans les mêmes conditions que celles décrites dans le paragraphe 8.2 Présentation des demandes de paiement. Le délai de versement de l'avance court à compter de la décision de démarrage des travaux.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

11.5 Facturation

La facture doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier avec son adresse ;
- Le numéro de SIRET et de TVA intracommunautaire ;
- Le montant des prestations admises hors TVA, le taux et le montant de la TVA et le montant total TVA incluse ;
- Le numéro du marché ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- La typologie de la prestation ;
- La date de la facturation et le numéro de facture.

Le Titulaire utilisera Chorus Pro pour transmettre sa facturation de façon dématérialisée ainsi que la fiche d'exécution mensuelle ou toute autre pièce expressément demandée. Il lui

sera adressé à chaque commande le N° SIRET de l'établissement, le N° d'engagement juridique ainsi que le N° de marché. Il n'y a pas de code de service à renseigner.

11.6 Réfaction

La réfaction consiste en une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées. Ainsi, l'IFCE est en droit de refuser tout ou partie des demandes de règlement du titulaire.

Cette réduction est appréciée au cas par cas. La date de prise d'effet de la réception avec réfaction est précisée dans la décision ; à défaut à sa date de notification.

La décision de réfaction ne peut être prise qu'après que le titulaire ait pu présenter ses éventuelles observations sur la décision. Le titulaire dispose de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision. A l'issue de ce délai, l'IFCE fait connaître au Titulaire sa décision soit d'accepter ses observations, soit de maintenir sa décision de réfaction.

La décision de réception avec réfaction est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

A l'issue de ces étapes, l'IFCE se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations aux frais et risques du titulaire défaillant, et de résilier le marché pour défaillance du titulaire.

Le titulaire défaillant n'est admis à prendre part ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées aux frais et risques. Le supplément éventuel de dépenses par rapport aux prix du marché résultant de l'exécution de ces prestations est à l'entière charge du Titulaire.

12. Cession ou nantissement de créance

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement des créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

Une copie du marché certifiée conforme à l'original (exemplaire unique) destinée à être remise à un établissement de crédit en cas de cession ou de nantissement de créance sera délivrée sur demande expresse du cocontractant.

13. Assurances

Le titulaire contracte et maintient, à ses frais, pendant toute la durée de ses obligations contractuelles et/ou légales, un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle couvrant l'ensemble des activités du marché et garantissant sa responsabilité à l'égard de l'IFCE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'ensemble des garanties prennent effet à compter de la notification du marché. Sur simple demande de l'IFCE, le titulaire fournit tout justificatif permettant de s'assurer du paiement des primes d'assurances exigibles.

Le titulaire produit les attestations d'assurance en cours de validité dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de leur demande.

14. Opérations de vérification, admission et garantie des prestations

14.1 Vérification

Les opérations d'admission sont faites au moment de la livraison de la prestation. Elles ont lieu dans les locaux de Saumur, par le responsable de l'organisme désigné à cet effet.

14.2 Admission

L'admission est prononcée par la signature d'un document entre les deux parties, avec éventuellement des réserves, qui vaut également transfert de propriété. En cas de réserves, une levée de réserves devra être réalisée, après mise en œuvre des travaux en faisant l'objet.

14.3 Garantie des prestations

Les prestations feront l'objet d'une garantie minimale de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 33 du CCAG-FCS.

15. Litiges

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements français exclusivement. Les tribunaux français sont seuls compétents pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des fournisseurs étrangers.

Tout différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché doit être soumis par le titulaire au Directeur Général de l'Institut français du cheval et de l'équitation, 170, Avenue du Cadre Noir 49400 Saumur. Afin de sauvegarder les droits par voie juridictionnelle, il est nécessaire que le recours soit introduit avant le délai de deux mois.

16. Résiliation

Outre les cas de résiliation décrits au CCAG-FCS (articles 40, 41 et 42), après mise en demeure par lettre recommandée restée infructueuse pendant un délai de 15 jours, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, sans préjudice des dommages et intérêts pouvant être demandés au titulaire, notamment si les fournitures et prestations se révélaient insatisfaisantes ou non-conformes aux stipulations du marché (niveau de service, délais...).

17. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'IFCE peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation pour faute (cas notamment énoncé à l'article « Résiliation »).

Si l'IFCE ne peut se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents contractuels, il y substitue des prestations équivalentes.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du marché initial et résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire par un autre opérateur économique est à la charge exclusive du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite

pas.

Le titulaire n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il fournit néanmoins toutes les informations et tous les moyens mis en œuvre pour l'exécution du marché et qui seraient nécessaires à son exécution par le tiers désigné par l'IFCE.

18. Décompte de résiliation

La résiliation n'a d'effet que pour l'avenir. Elle ne peut anéantir les prestations exécutées avant son entrée en vigueur.

La résiliation pour faute du titulaire et/ou pour motifs d'intérêt général fait l'objet d'un décompte de résiliation, arrêté par l'IFCE et notifié au titulaire au plus tard dans un délai de quatre mois après la date d'effet de la décision de résiliation.

Sans attendre la liquidation définitive du solde, il peut être procédé à une liquidation provisoire du marché, hors indemnisation éventuelle. Si le solde est créditeur au profit du titulaire, l'IFCE lui verse 80% de ce montant. Si le solde est créditeur au profit de l'IFCE, le titulaire lui reverse 80% du montant du solde.

Le marché est liquidé en tenant compte, d'une part des prestations terminées et admises et d'autre part, des prestations en cours d'exécution pour lesquelles l'IFCE accepte l'achèvement.

19. Attribution de juridiction

En cas de litige qui n'aurait pu être réglé à l'amiable, il est fait attribution de juridiction au Tribunal administratif de Nantes, situé 6 allée de l'Ile-Gloriette – BP 24111 – 44041 NANTES Cedex. Tél 02 40 99 46 00 – Fax 02 40 99 46 58 – greffe-ta.nantes@juradm.fr

20. Conformité aux règlements et référentiels de l'Etat

20.1 Conformité RGPD, confidentialité et recommandations de sécurité

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (*le « règlement européen sur la protection des données »*).

<https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>

Le candidat s'engage à :

1. traiter les données **uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s)** qui fait/font l'objet de la consultation ;
2. traiter les données **conformément aux instructions documentées** du responsable de traitement désigné par l'IFCE dans le cadre du marché. Si le candidat considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en **informe immédiatement** le responsable de traitement. En outre, si le candidat est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit

de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;

3. **garantir la confidentialité** des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
4. veiller à ce que les **personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel** en vertu du présent marché :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel
5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de **protection des données dès la conception** et de **protection des données par défaut**.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

Le titulaire fera signer la charte informatique de l'IFCE à tout intervenant ; cette signature permettra l'ouverture de droits d'accès individualisés au SI de l'IFCE.

L'IFCE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le titulaire.

Les développements doivent respecter les directives de l'Etat sur les politiques de sécurité des systèmes d'information :

<https://www.ssi.gouv.fr/guide/pssi-guide-de-laboration-de-politiques-de-securite-des-systemes-dinformation/>

20.2 Conformité RGAA

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Accessibilité pour les Administrations :

<https://references.modernisation.gouv.fr/rgaa-accessibilite/>

20.3 Conformité RGI

Les développements doivent respecter les préconisations du Référentiel Général d'Interopérabilité de l'Etat :

<https://references.modernisation.gouv.fr/interoperabilite>

21. Démarches de responsabilité sociétale et environnementale

Les prestataires préciseront dans leur offre les démarches qu'ils entreprennent de nature à limiter l'impact de leurs prestations sur l'environnement et comment leur entreprise prend en considération les préoccupations sociales de ses activités dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché.

Responsabilité sociétale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer un progrès social dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché. L'IFCE accueillera favorablement les propositions faites dans le cadre de l'exécution des prestations objet du marché en matière d'insertion professionnelle et sociale des personnes en difficulté et éloignées du marché de l'emploi, de formation des employés, y compris les employés les moins qualifiés, de lutte contre la précarité professionnelle, de lutte contre la discrimination.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve, leur démarche en terme de :

- engagement dans la formation de leurs employés, et notamment des employés les moins qualifiés, dans le cadre de l'exécution des prestations,
- politique interne de lutte contre la précarité professionnelle : faible turn-over, faibles temps partiels, favoriser les contrats en CDI, temps de travail équilibré,
- protection sociale du personnel et politique de promotion du dialogue social interne,
- politique d'égalité et de diversité : représentation équilibrée des femmes et des hommes (rémunération égale, équilibre vie privée/ vie professionnelle, etc.), politique en faveur de la diversité, lutte contre les diverses formes de discrimination, *etc.*

Responsabilité environnementale

Les candidats exposeront dans leur offre la démarche et les actions concrètes mises en place pour assurer une réduction des impacts négatifs sur l'environnement et sur la santé des personnes dans le cadre de l'exécution des prestations objet du présent marché.

Les candidats présenteront, en apportant des éléments de preuve (attestations, labels, ...), leur démarche interne de réduction des impacts sur l'environnement :

- tri sélectif et collecte sélective des déchets, recours à un prestataire pour assurer la valorisation des déchets, *etc.*,
- réduction de la consommation énergétique, de la consommation de papier et autres produits,
- recours à la dématérialisation,
- réduction autant que possible, et dans la limite des exigences du cahier des charges, des déplacements des équipes dans le cadre des prestations objet du présent marché, en favorisant la visio-conférence et l'usage de moyens de transports peu polluants.

L'Institut français du cheval et de l'équitation, qui s'est doté d'une démarche de développement durable, est sensible aux respects de certains critères environnementaux, sociaux et de traçabilité (tri sélectif, type de produits utilisés, respect du dosage des produits d'entretien). Lorsque la fourniture des produits d'entretien est demandée, les candidats feront figurer dans leurs réponses toutes informations permettant d'estimer l'engagement de l'entreprise en matière de développement durable.

Entreprises soumises à la directive CSRD (grandes entreprises)

Elles fourniront un reporting extra-financier portant sur les données ESG (Environnementaux, Sociaux et Gouvernance) :

- ✓ facteurs environnementaux : atténuation et adaptation au changement climatique, biodiversité, utilisation des ressources... ;
- ✓ facteurs sociaux : égalité des chances, conditions de travail et respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales... ;
- ✓ facteurs de gouvernance : rôle des organes d'administration, activités de lobbying, gestion des relations avec les partenaires commerciaux...

Les informations communiquées par l'entreprise doivent être certifiées par un commissaire

aux comptes ou par un organisme tiers indépendant accrédité.

22. Dérogations aux CCAG-FCS

L'article 6 relatif aux pièces contractuelles déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

L'article 10 relatif aux pénalités déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 11.4 relatif aux avances déroge à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

L'article 16 relatif à la résiliation déroge aux articles 38 à 42 du CCAG-FCS.

L'article 18 relatif au décompte de résiliation déroge à l'article 43 du CCAG-FCS.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

1. Descriptif détaillé

La prestation porte sur la mise en œuvre technique et la motorisation du projet scénique pour la création du nouveau gala du Cadre Noir.

L'image d'excellence que véhicule l'IFCE Cadre Noir nécessite qu'il puisse montrer un Gala qui soit lui-même d'une qualité irréprochable. Les effets de scénographie ne doivent pas éloigner le regard du spectateur, le centre de l'intérêt et de l'attention doit rester ce qui se passe réellement sur la piste.

a. Éléments généraux

Le décor propose un ensemble de 9 panneaux de 510 cm de long par 400 cm de haut, composés d'un caisson en aluminium repliable et accueillant un système de rétro-éclairage par leds. À la face de chaque panneau, une toile imprimée est tendue au cadre et propose un univers poétique, qui varie au cours de la représentation.

Au commencement, l'ensemble des panneaux forment un grand ciel dégagé puis, peu à peu, des illustrations de chevaux apparaissent, racontant le lien entre l'Homme et le cheval à travers le temps. Le dispositif de rétro-éclairage intégré aux cadres permet de mettre en exergue une technique de double impression.

b. Données technique (voir en annexe le dossier technique)

Les 9 panneaux sont réalisés en aluminium et en toiles synthétiques : une toile tendue à l'arrière accueillant les leds et une toile à l'avant pour les images imprimées. Chaque panneau est pourvu de charnières sur les côtés, de sorte à replier le cadre dans sa longueur pour le transport et obtenir un panneau de 510 cm de long par 200 cm de haut. Les toiles arrière avec leds sont fixées aux panneaux de manière définitive. Les toiles imprimées sont retirées à chaque démontage et roulées séparément. Le haut des cadres aluminium sont pourvus d'anneaux, dont le nombre et la répartition varient selon les accroches souhaitées.

Chaque panneau rétro-éclairé pèse environ 70kg.

Attention : le panneau n°2 ne possède pas de système de rétro-éclairage car sa face est en tulle imprimé. Il possède donc une seule image au recto (pas de double image en rétro-éclairage). Ce panneau n°2 est donc moins lourd et n'a pas besoin de raccordement électrique. Tous les autres panneaux doivent être alimentés et contrôlés en dmx depuis une console externe.

c. Implantation dans le Manège (voir en annexe le dossier technique et le diagnostic de structure)

Les 9 panneaux sont répartis sur toute l'ouverture de piste (22m) comme suit :

- **3 panneaux suspendus et modulables en hauteur (n°1, 2 et 3)**, situés à 5m de profondeur depuis le mur du lointain. Un pont en aluminium d'environ 20m est souhaité pour suspendre ces 3 cadres à une des fermes de la charpente, tout en respectant les points d'accroche autorisés. Un système de motorisation à vitesse variable est également souhaité pour chaque panneau, intégrant une commande en dmx depuis la Régie ou la mezzanine, selon les possibilités techniques.

Les trois panneaux peuvent descendre jusqu'au sol pour permettre des interactions avec les chevaux en piste. La hauteur maximum est limitée à 13m (haut du panneau).

Les panneaux n°1 et n°3 nécessitent un raccordement électrique pour l'éclairage des leds.

Pour rappel, le panneau n°2 (au centre) est en tulle, donc plus léger que les deux autres.

Attention : un pont d'environ 10m est déjà installé sur la ferme préconisée et doit être conservé pour les autres Galas sur site. Si les charges sont respectées, il est envisageable de réunir l'ensemble du matériel technique sur un pont unique.

- **2 panneaux coulissants sur patience (n°4 et 5)**, disposés au centre de la piste, contre le mur existant. Ces deux panneaux s'ouvrent lentement pour accompagner les entrées et sorties des chevaux depuis le sas qui relie le petit manège (échauffement) au grand Manège (piste). Le système d'ouverture peut être commandé par un technicien depuis le sas ou depuis la mezzanine, selon les possibilités techniques. La patience doit couvrir toute la largeur de la piste soit 22m de long, de sorte à créer des ouvertures de panneaux plus larges. La patience est fixée de manière définitive au-dessus des miroirs existants et doit posséder une bavette d'environ 30cm, recouvrant l'espace vide entre le haut de la tringlerie et le haut des panneaux coulissants.

Ces deux panneaux nécessitent un raccordement électrique pour l'éclairage des leds.

- **4 panneaux fixes au lointain (n°6, 7, 8 et 9)**, séparés d'environ 50 cm chacun et suspendus à environ 5,50 m du sol (une seule ligne). Les 4 panneaux doivent être installés depuis la piste du Manège et levés au moyen d'une perche motorisée, fixée de façon pérenne et selon les points d'accroche autorisés sur la charpente. Un système manuel peut également être envisagé. Celle-ci doit prendre en compte le déport nécessaire pour effectuer la manœuvre depuis le sol et en corrélation avec les deux panneaux coulissants du bas. Ces 4 panneaux restent fixes tout au long du Gala mais nécessitent néanmoins un raccordement électrique (par panneau) pour l'éclairage des leds.

2. Pilotage des prestations

1.1 Réunion de lancement

Une réunion de lancement avec le titulaire sera organisée par l'IFCE, dès la notification du marché. L'interlocuteur à l'IFCE sera le service du Cadre noir.

Cette réunion aura pour but le cadrage des prestations :

- présentation des intervenants ;
- modalités pratiques de la mise en place et de l'exécution de la prestation ;
- réponses aux questionnements de l'IFCE et du titulaire.

Le compte-rendu de la réunion de lancement sera rédigé par le titulaire et proposé à la validation de l'IFCE dans un délai de 7 jours calendaires après la tenue de la réunion. En l'absence de remarques de l'IFCE dans ce délai, le compte-rendu est considéré définitif.

1.2 Suivi contractuel

Afin de communiquer une information importante, de prendre des décisions ou de traiter des problèmes, l'IFCE pourra obtenir à tout moment de rencontrer les représentants de

l'entreprise titulaire du marché habilités à prendre des décisions en son nom.

Outre le titulaire du marché, l'IFCE pourra décider de la présence à ces réunions d'autres personnes, internes ou externes, pouvant contribuer à l'avancement du projet. Il pourra s'agir d'experts sur un sujet traité ou de personnes impliquées directement ou indirectement sur le projet.

3. Responsabilités du titulaire

3.1 Connaissance des lieux

L'entrepreneur s'est rendu compte sur place de l'état des lieux et des matériels présents, et des sujétions qu'il peut entraîner, des possibilités d'accès et des travaux exécutés.

L'entrepreneur ne sera pas admis à fournir de réclamations sur ces points, et la rencontre de difficultés appréhendées dans l'offre ne modifiera pas ses obligations et n'atténuera pas ses responsabilités, qui demeurent entières dans l'exécution des travaux.

3.2 Responsabilités générales de l'entreprise

L'entrepreneur sera responsable jusqu'à l'expiration du délai de garantie du maintien en bon état de service des installations publiques ou privées affectées par ses propres travaux. Il devra, de ce fait, faire procéder à tous travaux de réparations, réfection.

3.3 Mise en sécurité des zones

L'entreprise devra mettre en œuvre toutes les dispositions nécessaires à la mise en sécurité des zones d'intervention (balisage, protection, stockage, nettoyage, etc.).

3.4 – Au titre de la mise en œuvre

3.4.1 Ouvrages existants

L'entrepreneur doit intégrer toutes dispositions et toutes précautions utiles pour assurer dans tous les cas la conservation sans dommage des ouvrages existants contigus ou situés à proximité.

Ces prescriptions s'entendent tant pour les locaux dans lesquels sont réalisés des travaux que pour ceux utilisés pour le passage des ouvriers, l'approvisionnement des matériaux et la sortie des gravats. Selon la nature des travaux à réaliser, il devra être mis en place tous les dispositifs nécessaires à cet effet.

Les protections à mettre en place sont fonction de la nature et de l'importance des travaux et de l'état de conservation des existants. Ils peuvent être selon le cas des planchers et cloisons de protection, des gardes gravois, des recouvrements par films plastiques, des écrans anti-poussières, des films verticaux collés et tous autres dispositifs s'avérant nécessaires.

Doivent être particulièrement protégés : les revêtements de sol ou revêtements muraux, les plafonds, si ceux-ci sont démontables, ils seront déposés avant intervention et reposés sans dommage, tant dans les locaux touchés par les travaux que dans ceux utilisés pour le passage des ouvriers et de l'approvisionnement.

En tout état de cause, les dispositions à prendre doivent être telles que les ouvrages existants conservés doivent être restitués en fin de travaux dans le même état que lors de la mise à disposition des entreprises en début de travaux.

Dans le cas contraire, le maître d'ouvrage fera procéder à la remise en état des ouvrages qui s'avérera nécessaire et ce, à la charge de l'entrepreneur.

3.4.2 Travaux

Les travaux seront réalisés dans les règles de l'art.

Le titulaire doit l'ensemble des prestations nécessaires au parfaitement achèvement des ouvrages, conformément aux documents de référence, et en particulier :

- ✓ La fourniture et l'installation des gaines, des tubes, de passages de câbles.
- ✓ Le rebouchage des trous au droit des parois pour garder le degré coupe-feu ou pare-flamme.

3.4.3 Nettoyage et remise en état

Il devra être procédé à la remise en état et au nettoyage des locaux détériorés et/ou salis au cours des travaux. Si ces prestations ne sont pas ou sont mal réalisées l'IFCE se réserve le droit de faire intervenir une entreprise extérieure ; le coût des travaux serait alors déduit du montant du marché.

3.4.4 Garanties

Il devra être indiqué la durée de la garantie des matériels proposés et l'engagement du constructeur sur leur pérennité.

3.4.5 Pièces de rechange

Le titulaire garantit à l'IFCE l'approvisionnement de tous les éléments de matériel nécessaires à l'entretien et à la maintenance du dispositif pendant toute la durée de l'installation et s'engage à remplacer l'ensemble du matériel pour lequel l'approvisionnement ne serait plus possible.

3.5 Au titre de la documentation

La réception sera prononcée après exécution des contrôles prévus et la fourniture par l'entreprise d'un dossier complet en langue française, comprenant entre autres :

- ✓ Mesure des temps de réaction des organes éventuellement télécommandés.
- ✓ La nomenclature de tous les équipements mis en œuvre avec les notices techniques.
- ✓ Les plans de câblage et de raccordement et le détail des liens informatiques s'il y a lieu
- ✓ Les schémas fonctionnels, synoptiques et plan des ouvrages tels qu'exécutés.
- ✓ Les notices de maintenance et d'exploitation.
- ✓ Les procès-verbaux de tous les contrôles effectués par l'entreprise.

3.6 Formation des utilisateurs

Il est prévu une formation du personnel de l'IFCE et une assistance au démarrage de l'ensemble des matériels installés et la fourniture de la documentation technique et d'exploitation relative aux différents matériels installés, en langue française qui comprend : la fourniture des plans, notes de calcul, diagrammes, et de tous les documents relatifs à l'exécution des travaux, sur support papier et informatique.

ANNEXES AU PRESENT CCTP

- 01. Rapport de diagnostic structure 28-11-2024
- 02. Plans de mise en charge structure 03-12-2024
- 03. Plan – coupes du Manège des écuyers
- 04. Plan charges Cadre Noir Saumur 06-04-2022
- 05. Plan coupe Cadre Noir Saumur 06-04-2022
- 06. Dossier technique – Décor suspendu et modulable

Attestation sur l'honneur

Je soussigné

En qualité de

Agissant pour le compte de (société) :

.....(ou en mon nom propre)

Adresse :

.....

CERTIFIE SUR L'HONNEUR QUE :

- la société que je représente a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir ;
- la société que je représente n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles D.8222-5 – D.8222-7 & D.8222-8 du Code du travail.

Fait à le